

LA VEILLE DES IDÉES

Semaine du 13 juillet 2020



avec **Le Canal des Idées**

à rejoindre [ici](#) sur l'application Telegram



LA RÉPUBLIQUE
En Marche !

1

QUELLE ÉVOLUTION DE LA SÉGRÉGATION RÉSIDEN- TIELLE EN FRANCE ?



Note de France Stratégie

Publié en juin 2020

France Stratégie s'intéresse dans sa dernière publication à la ségrégation résidentielle en France, c'est-à-dire, aux inégalités de répartition dans l'espace urbain des différentes catégories sociales. Concernant les catégories socioprofessionnelles, les cadres sont plus inégalement répartis sur le territoire que les ouvriers et les employés. Si cette situation reste globalement stable depuis 1990, cette stabilité est le fruit d'une augmentation du niveau de ségrégation résidentielle des cadres en région parisienne, compensée par une baisse sur le reste du territoire. L'étude note également que 10 % des ménages les plus aisés sont répartis de manière aussi peu homogène que les 10 % les plus pauvres – sauf à Paris où les plus riches sont particulièrement ségrégués. Concernant l'origine migratoire des habitants, les auteurs notent une légère baisse de la ségrégation résidentielle des immigrés d'origine extra-européenne et de leurs enfants, qui reste cependant bien plus importante que pour les immigrés d'origine européenne. Enfin, l'étude note que le parc HLM est désormais un mieux réparti sur le territoire français qu'il ne l'était en 1990.



POUR UN « APRÈS » SOUTENABLE



Yves Crozet pour Telos

Publié en juillet 2020

France Stratégie a également publié cette semaine la synthèse des 448 contributions reçues dans le cadre de leur consultation publique sur l'avenir de notre modèle de développement, lancée début avril. L'analyse des auteurs fait ressortir quelques grands principes qui font largement consensus :

- la valorisation de la **proximité** (relocalisations, autonomie locale, consommation locale...);
- la volonté d'une **transformation sociale**, centrée sur la **transition écologique** ;
- l'accent mis sur les **besoins fondamentaux** et sur la **reconnaissance** de celles et ceux qui œuvrent pour le bien commun et l'intérêt général (agriculture, alimentation, santé);
- une aspiration à une **reprise en main démocratique** de l'économie locale, des temps et des technologies ;
- le souhait que la priorité soit donnée à la **résilience par rapport à l'efficacité** dans les politiques publiques ;
- l'importance des enjeux de **formation** et la **valorisation de la place des savoirs et des savoir-faire** dans la société ;
- la transformation du **travail** et des **entreprises** (rapport au temps de travail, relations au sein des entreprises, plus de prise en compte des enjeux environnementaux) ;
- l'importance de **l'Europe** (organisation du commerce international et accords internationaux, Europe sociale et numérique).

Les auteurs identifient également quelques grands points de division qui peuvent préfigurer certains des clivages structurants pour la période qui s'ouvre, par exemple :

- **la façon de découpler bien-être et empreinte environnementale** : croissance verte versus sobriété
- **le rôle de l'État** : pilotage versus rôle de facilitateur
- **la place des technologies** : outils au service des transitions versus frein à la transition

D'autres points portent davantage sur des questions de moyens, de méthode ou de niveau :

- les outils pour **renover la démocratie** : conventions citoyennes, référendum etc.
- la manière de mettre la **finance au service de la transition écologique** : régulation ver-sus incitations
- l'échelon pertinent pour construire le « monde d'après » : l'Europe, la France, le local etc.

3

UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE FACE À LA CRISE



Note du Conseil d'Analyse Économique

Publié en juillet 2020

Dans cette nouvelle note du Conseil d'Analyse Économique, Philippe Martin, Jean Pisani-Ferry et Xavier Ragot définissent les objectifs que devrait se donner la politique économique du gouvernement et avancent plusieurs recommandations pour éviter une dégradation trop forte de l'emploi ou des chances de survie des entreprises. Parmi les propositions formulées, on peut citer la création d'un bouclier anti-faillites ciblé sur les secteurs en difficulté qui pourrait prendre la forme d'une indemnisation aux coûts fixes des entreprises (maintien des actifs industriels, loyers etc.) ou bien d'une restructuration des dettes des entreprises en faillite auprès des banques. Pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes, il est également proposé d'opérer des transferts ciblés et des bons d'achat de biens et services. Enfin, les auteurs proposent de mettre en œuvre un plan de relance de l'ordre de 2 points de PIB sur dix-huit mois, orientés vers la transition écologique, la souveraineté économique européenne, la transition numérique, la recherche et l'université.

4 RÉVOLUTIONNER LES FRAIS D'INSCRIPTION



Note de GénérationLibre

Publié le 3 juillet 2020

Le think-tank GénérationLibre propose dans sa dernière publication une refonte du système de frais d'inscription dans l'enseignement supérieur. Partant du constat que nos établissements échouent à assurer la mobilité sociale, manquent de moyens financiers et sont à la traîne dans les classements internationaux, les auteurs proposent d'instaurer un nouveau système par lequel les étudiants auraient accès à l'enseignement supérieur gratuitement en échange de l'obligation à verser un pourcentage de leur revenu futur sur une certaine durée. Ils proposent par exemple que les étudiants versent 3 % de leur salaire pendant 24 ans. Grâce à ce système, les étudiants qui touchent par la suite les plus gros salaires viennent soutenir financièrement les diplômés dont les revenus sont plus bas. D'après les auteurs, un tel mécanisme aurait également la vertu de responsabiliser étudiants et établissements, ces derniers étant incités à fournir un enseignement de qualité et à mieux accompagner leurs diplômés.



Dans son dernier rapport, la Cour des comptes dresse un bilan très sévère de la capacité de la filière nucléaire française à construire des réacteurs EPR. Elle identifie les raisons des déboires des chantiers EPR en termes de coûts et de retard. Tout d'abord, elle dénonce la précipitation d'EDF et d'Areva dans le lancement des deux premiers chantiers (Flamanville et Finlande), un défaut d'organisation du suivi du projet et une perte de compétence techniques au niveau national. D'après le rapport, ces dérives font peser un risque financier majeur sur la filière nucléaire, et par conséquent, sur l'Etat actionnaire. La Cour estime que le coût de l'électricité produite par l'EPR de Flamanville pourrait se situer entre 110 et 120 €/MWh, soit plus de deux fois le tarif proposé par EDF pour la production de ses éoliennes qui seront installées au large de Dunkerque. Par conséquent, elle appelle l'exécutif à baser sa future décision d'autoriser la construction d'EPR 2 à une fine évaluation de la rentabilité socio-économique de la précédente génération.

6 LA PRÉSIDENTENCE ALLEMANDE DE L'UE : UN ESPOIR DE PRÉSERVER L'EUROPE ?



Note de la Fondation Jean-Jaurès

Publié le 9 juillet 2020

Dans une note pour la fondation Jean-Jaurès, Ernst Stetter présente les enjeux de la présidence allemande de l'UE qui a débuté le 1er juillet. L'auteur note tout d'abord que les annonces allemandes pour plus de protection, d'ambition et de solidarité financière s'opposent radicalement à la position que le pays a pu défendre depuis 2005, et notamment lors de la crise de dettes souveraines. Pour l'auteur, ce changement s'explique moins par une véritable nouvelle approche de la question européenne qu'à une volonté d'éviter un affaiblissement trop faible de ses voisins qui pèserait sur son économie et à une stratégie de la CDU/CSU de conserver le pouvoir et prolonger son règne. En vue des élections fédérales de 2021, la réussite de sa présidence européenne doit en effet servir à bien montrer aux Allemands que seuls les chrétiens-démocrates sont les véritables garants de la stabilité de l'UE.

● RESSOURCES



LECTURE

Les « Tracts de crise »

Les *Tracts Gallimard* sont une collection de brefs essais d'écrivains, de philosophes et d'intellectuels sur l'actualité, publiée par les éditions Gallimard. Chaque jour durant cette période de confinement, Tracts publie, sous forme numérique, les « Tracts de crise », des textes brefs et inédits de ses auteurs. Ils sont proposés gratuitement, en téléchargement ou en consultation.



PODCAST

Relations internationales et prospective

L'institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE) publie une série de podcast (en anglais) explorant divers scénarii fictifs permettant d'envisager l'avenir des relations géostratégiques.

REPLAY

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2020

Le Cercle des économistes tenait son rendez-vous annuel dans un format numérique, accessible gratuitement pour tous sur le thème : « Agir face aux dérèglements du Monde – on va s'en sortir ! ». Plus de 300 intervenants de 30 nationalités ont participé à 50 sessions de discussion. L'ensemble des discussions sont accessibles en replay. Le pôle idées recommande plus spécifiquement :



- [L'intervention de Margrethe Vestager](#)
- [L'analyse de Jacques Attali](#)
- Débat : [la coopération européenne](#)
- Débat : [L'état aux commandes de l'économie](#)
- Débat : [Réguler les inégalités](#)
- Débat : [Réinventer les institutions rejetées](#)

● ÉVÉNEMENTS



16 JUILLET - 11H00

Webinaire : Rebondir certes ! Mais pour quoi ? Vers quoi ?

BPIFrance organise un webinar pour discuter des enjeux autour du rebond des entreprises, notamment la réorientation des modèles d'affaires et des techniques pour y parvenir.

16 JUILLET 2020 - 11H00

Prêts responsables en temps de crise

Le Center for European Policy Studies organise une conférence sur les bonnes pratiques bancaires en période d'instabilité et de dégradation de la solvabilité des acteurs économiques.

